

L'ARGUS.

SAMEDI, LE 9 SEPTEMBRE, 1826.

Voici la dernière fois que nous avons occasion de nous exprimer publiquement, avant l'élection de Mardi prochain, et nous n'aurions pu le faire, si nous n'avions pas cru devoir publier une feuille aujourd'hui.

Il serait difficile de donner une idée de l'état d'effervescence dans lequel sont tous les esprits, à l'approche de l'élection qui sera suivant les apparences, l'une des plus vives, des plus animées et des plus intéressantes que l'on ait vues dans ce pays. Les partis sont forts et puissants, excités par des intérêts opposés, nourrissant un feu que des vents contraires alimentent, en voilà assez pour rendre bien chaude cette journée de liberté. Cependant, nous nous flattons que l'importance de cette réunion d'hommes libres, frappera les esprits au point de les ramener à la raison, que la grandeur des intérêts de chacun suffira pour engager tous les citoyens à se comporter avec modération, politesse et décence.

Des hommes qui aspirent à se nommer librement un Représentant, doivent se rappeler que la force et la violence seraient plus que jamais hors de saison. Il serait honteux à des Sujets qui se glorifient de leur liberté de voter, de vouloir et d'essayer par des menaces ou des coups de violence, à induire leurs concitoyens à se départir du privilège dont tous jouissent en commun. Qu'y a-t-il en effet de plus grossier et de plus insupportable, que de voir des gens écumans de rage, montrer continuellement les dents, comme des tigres qui veulent s'élancer sur vous, pour vous mettre en pièces? Qu'y a-t-il de plus illibéral que la conduite de certaines gens, qui souvent ne comprenant rien à d'excellentes raisons offertes d'un côté ou de l'autre, se permettent, au grand scandale des assistants d'interrompre au milieu d'un discours, des personnes qui élèvent la voix publiquement pour maintenir leurs droits, de quelque côté que ce soit.

Loin de nous, Citoyens, de telles actions, loin de nous de tels actes qui se ressentent de l'éloignement de la civilisation à laquelle nous sommes parvenus. Que chacun soit ferme, inébranlable, cela doit être; mais que personne ne se montre l'ennemi du bon ordre et le destructeur des principes de libéralité qui doivent caractériser chacun des électeurs. C'est le plus beau jour pour des sujets qui connaissent le prix de leur liberté; ce serait pour eux un jour de deshonneur, s'ils s'oubliaient au point d'enterrer l'éclat par des actes de brutalité.

Puissions-nous, dans notre prochain N^o annoncer au pays entier, que les Citoyens des Trois-Rivières, se sont conduits avec cette libéralité qui doit accompagner, dans toutes leurs démarches, ceux qui se rangeront sous la bannière de la liberté.

Il est à présumer que l'Élection durera au moins deux jours.

Nous avons appris que quelques partisans de Mr. OGDEN, ont donné pour prétexte de leur silence, qu'ils n'osaient nous adresser leurs écrits, appréhendant que nous refusassions de les publier. Nous prions ces Messieurs de ne plus se permettre des observations de la sorte, bien dignes de l'illibéralité de ceux qui

les ont faites. Dans notre Prospectus auquel nous les référons, nous nous sommes engagés spécialement à recevoir toutes les communications qui nous viendraient, pourvu qu'elles n'attaquassent jamais le caractère moral. Bien loin de vouloir refuser leurs écrits, nous serions bien aises de les insérer, et nous sommes autorisés par ceux qui ont déjà fait part au public, de leurs remarques, dans notre feuille, de dire qu'ils désirent ardemment qu'on leur réponde, afin d'avoir l'avantage de répliquer, autrement ils seront portés à croire que leurs antagonistes ont, pour observer le silence, de toutes autres raisons que celles aux quelles nous avons fait allusion plus haut.

(COMMUNICATION.)

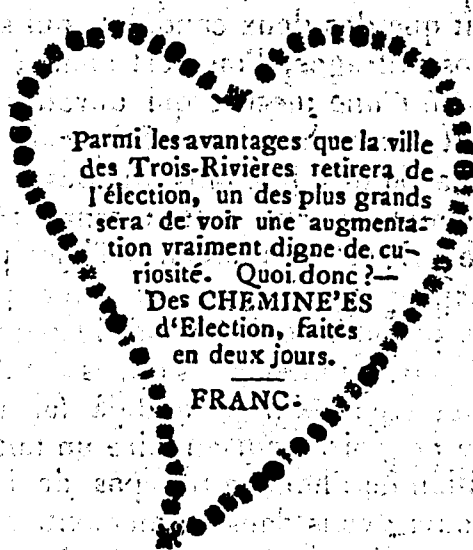
Mr. l'IMPRIMEUR,

Je ne suis pas instruit, mais Dieu merci, j'ai du cœur, je ne suis pas un lâche, ni un homme qui tourne comme le Cocq de la Paroisse.

Comment donc pourrai-je écouter des gens qui viennent nous tourmenter pour voter, des gens qui, il y a quelques tems, étaient comme des engrais pour un parti et qui à présent, je ne sais pour quelles raisons, prêchent tout le contraire de ce qu'ils nous ont dit, il y a quinze jours. J'aime les gens moi, qui sont assez braves pour ne jamais se laisser mener par le bout du nez, et qui ne connaissent d'autre influence que les bonnes raisons. Ainsi vous voyez que si j'étais de cette COMPAGNIE DE GIRONNETTES, je ne serais pas avec moi-même consentant, ni digne d'être appelé

LA TUQUE.

(POUR L'ARGUS.)



Mr. l'ÉDITEUR,

DEUX hommes que je rencontrai ces jours derniers, à la campagne, tinrent en ma présence, la conversation suivante, que je vous prie d'insérer dans votre prochain numéro.

L'un d'eux qui s'appellait Jean Batiste, dit à l'autre. Hé bien! mon ami Pierrot, voilà une Election aux Trois-Rivières, qui va, à ce qu'il paraît, être bien chaude, car il se présente un Monsieur Étranger, chaud partisan de l'union, et un autre Monsieur Canadien, fortement opposé au premier.

Comment, lui dit son ami Pierrot, que veut dire cette union des Provinces? Qu'est ce que cela nous aurait fait?—Est-ce que vous ignorez à quoi tendait cette démarche.—Je n'y entends rien. Expliquez-moi je vous prie cela. En deux mots: l'Union, telle que proposée alors, tendait à abolir la langue française, la seule en usage par les neuf dixièmes ou à peu près de la population du Bas-Canada, et par ce fameux bill d'Union, on devait commencer cette année même (1826) à ne parler qu'Anglais dans les Cours de Justice et dans la Chambre d'assemblée. Certes répondit Pierrot, cela n'aurait pas été commode pour nous qui n'entendons pas un mot d'anglais.—Une autre conséquence, était la ruine de l'existence politique des Canadiens.

Le nombre des Anglais dans la Chambre aurait été, de beaucoup, le plus grand, vu que

le Haut Canada n'aurait envoyé aucun membre qui ne fût Anglais, Écossais, ou Américain, en sorte que ces Messieurs, pour la plupart anti-Canadiens, formant majorité dans la Chambre, auraient fait les loix qu'il leur rauraient plu de faire.

Vous ignorez peut-être, mon ami, que ces Messieurs Unionnaires ont été chercher des signatures au-delà des lignes, pour avoir majorité contre nous? Vous devez aussi vous rappeler, que nous avons été obligés d'envoyer des Agens en Angleterre, pour présenter nos requêtes aux pieds du trône, et qu'il a fallu souscrire une somme considérable pour défrayer les dépenses de ces agens, qui ont eux-mêmes fait les plus grands sacrifices pour soutenir nos droits.

Certes, dit alors Pierrot, cet homme là, ne devrait pas être élu. Car loin de nous représenter, et de remplir nos vœux, il a fait tout le contraire.

Rien de plus vrai. On voit en effet dans les journaux de la Chambre, que ce Monsieur a fait des motions dans lesquelles il dit qu'un membre du parlement peut brusquer les intentions de ses constituans quand il est persuadé que la mesure proposée peut produire des effets salutaires.

Mais on m'a dit aussi que ce Monsieur est soldé par le gouvernement; et qu'il reçoit £200 de paye fixe. De plus ses honoraires quand il agit au nom de la couronne.—Ah! dans ce cas, il est bien dangereux de l'élire, car on ne peut servir deux maîtres à la fois.

Une autre raison bien forte, c'est que ce Monsieur ne réside pas dans la ville. Il serait honteux pour eux d'être obligés d'emprunter un étranger pour les représenter; la conclusion serait bien aisée à tirer; c'est que cette ville ne posséderait pas un Citoyen capable de veiller d'une manière particulière, à leurs intérêts les plus sacrés.

L'HOMME LIBRE.

Mr. l'Éditeur de l'Argus,

Vous me croirez si vous voulez, vous l'avez en belle, mais au moins écoutez moi un petit moment. Je ne vous dis pas pour qui je voterai, car j'en surprendrai peut-être plusieurs. Il y a quelques jours j'étais bien tranquille chez moi à fumer ma pipe au coin du feu. Fatigué d'avoir travaillé comme un bon diable toute la journée, trop pauvre pour m'acheter un verre de rum qui m'aurait pas mal ralistolé, je me lamentais sur mon triste sort, lorsque tout à coup j'entends frapper à grands coups dans ma porte. Qui est là m'écriai-je.—Friend, me dit-on. Que le diable vous emporte.—Ouvrez, ouvrez.—J'ouvre et je sens entrer (car n'ayant pas de chandelle, je ne pouvais voir) un homme qui me demande si je veux voter pour Mr. *** —Oh non! Tiens mon ami, buvons toujours un coup. Il tire de son habit une bouteille que nous eumes l'honneur de mettre à sec en peu de tems, il me donna trente sols pour avoir de la chandelle, et me dit en partant que tout ça n'était pas pour l'élection, mais de ne pas oublier de voter pour les gens généreux.

Comment appelle-t-on ça Mr. l'Éditeur, des gens indignes d'être soutenus par MOI.

Mr. Le Rédacteur,

Deux personnages assez mal vêtus s'entretenaient avec un peu de chaleur, au coin d'une rue, il y a quelques jours. Il me vint en tête de prêter l'oreille.—Je voterais bien pour Mr. *** disait l'un, mais comment veux-tu, depuis une semaine je reçois quatre livres de viande.—Ah misérable tu te laisses gagner!—Dam, je suis pauvre et il y a des gros Messieurs qui sont si généreux, comment leur manquer de parole?—Ah! mon Dieu, il n'y a pas de difficulté, la loi défend de se vendre, ainsi tu te trouveras conforme à la loi, je ne vois pas grand mal à cela.—Tout de bon! eh bien, puis qu'il en est ainsi on ne dira pas de moi, qu'on m'a gagné avec quatre livres de viande, et je n'aurai pas un affront au Poil.

Je laissai mes interlocuteurs, et je vous laisse aussi en me souscrivant, UN AUDITEUR.